

# Revue Catholica

Revue de réflexion politique et religieuse

## Père Michel Viot : Dieu et l'État. Signification de la fête du Christ-Roi

Bernard Dumont , le dimanche 11 mai 2014

L'ouvrage, préfacé par l'évêque de Bayonne, Mgr Marc Aillet, entend montrer que l'enseignement de Pie XI dans son encyclique *Quas primas* est toujours actuel. Actuel, il l'est, certes, en ce sens que ce qui a été proclamé du haut de la Chaire en 1925 n'était que la reprise, à un moment donné, d'un des dogmes les plus fondamentaux et évidents de la foi catholique, et donc impossible à mettre sous le boisseau : le Christ est Maître de tout, tout pouvoir lui a été donné dans le Ciel et sur la Terre, sur tous les hommes (et pas seulement sur les chrétiens !), aussi bien dans leur vie individuelle que dans les sociétés qu'ils forment. Actuel en un autre sens cependant, difficile à établir, à cause des choix du concile Vatican II, qui, s'efforçant de rejeter dans le domaine de la technique ce qui relève de l'ordre politique supposément neutre et « autonome », a été conduit à scinder la portée de la royauté du Christ : la comprenant, dans le temps historique, comme un règne purement spirituel, « dans les cœurs », fût-il de témoignage ardent ; et au-delà de l'histoire seulement, comme une extension universelle du triomphe du Christ. C'est ce qu'exprime symboliquement la réduction de sens de la fête du Christ-Roi qu'avait instituée Pie XI en conclusion de son encyclique, qui prend une valeur uniquement spirituelle et eschatologique dans la liturgie réformée de 1969-70. Le P. Viot fait donc tout son possible pour appliquer ici une herméneutique de continuité. Il est cependant contraint de noter que la doctrine exposée dans *Quas primas* l'est « avec moins de fermeté, un peu comme si son accomplissement parfait reporté à la fin des temps nous autorisait à tempérer l'ardeur qu'il aurait fallu mettre dans [son] application immédiate ». Il est également conduit à contredire, dans sa conclusion, le principal résultat pratique de ce changement, à savoir l'acceptation de la laïcité de l'Etat (ou de la réduction de la politique à la technique). « Mais après tout, écrit-il, depuis quand pareille notion est-elle dogme révélé de l'Eglise ? » L'effort est sincère, mais il se termine, même sans le formuler directement, par un inévitable « non possumus ». Dans la situation présente, qui assiste à une sorte d'accréditation officielle du « christianisme faible », seul acceptable par la postmodernité, ce refus prend valeur de témoignage critique.

Le dimanche 11 mai 2014 à 17:37 . Classé dans [Bibliographies n. 122](#). Vous pouvez suivre toutes les réponses à ce billet via le [fils de commentaire \(RSS\)](#). Les commentaires et pings ne sont plus permis.

